

du 23 juin 1955 (p. 3269) ; la 3^e séance du 28 juin 1955 (p. 3413) ; la 1^{re} séance du 8 juillet 1955 (p. 3719) ; la séance du 12 juillet 1955 (p. 3815) ; la 3^e séance du 19 juillet 1955 (p. 3915) ; la 2^e séance du 28 juillet 1955 (p. 4434). — Donne lecture d'une communication du Président du Conseil de la République relative à la composition du bureau de cette Assemblée [8 juillet 1955] (p. 3720). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 6 octobre 1955 (p. 4805) ; la 3^e séance du 11 octobre 1955 (p. 5016) ; la 1^{re} séance du 30 octobre 1955 (p. 5379) ; la 2^e séance du 30 octobre 1955 (p. 5393) ; la 1^{re} séance du 9 novembre 1955 (p. 5568) ; la 2^e partie de la séance du 12 novembre 1955 (p. 5640) ; la séance du 18 novembre 1955 (p. 5848). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil de la République faisant connaître la composition du bureau de cette Assemblée [6 octobre 1955] (p. 4895).

LAFAY (M. Bernard), *Député de la Seine*
[2^e circonscription] (R.R.S.)

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
chargé de la fonction publique
(Cabinet Edgar FAURE)
du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques
(Cabinet LAMIEU)
du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954,

Ministre de la Santé publique
(2^e Cabinet Edgar FAURE)
depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 novembre 1952] (**F. n° 177**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant

de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire, **n° 406**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « Plan de relogement de la ville de Paris », **n° 509**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi modifiant la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales en vue d'exonérer de toutes cotisations les parents de grands enfants infirmes et incurables, **n° 1117**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, **n° 1389**. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, **n° 1594**. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 81 du Code général des impôts de façon à affranchir de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, certaines rentes viagères servies en représentation de dommages-intérêts, **n° 1604**. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1949 modifiant l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 et relative au cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien-dentiste, **n° 1710**. — Le 28 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lier au niveau des salaires le plafond des cotisations à la sécurité sociale après consultation des organismes représentatifs des cadres, **n° 1730**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'O.N.U. la création de lieux de refuge réservés à la population civile en cas de conflits armés, **n° 1880**. — Le 29 décembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer la majoration de 10 0/0 des impositions à la charge des personnes condamnées à des peines d'indignité nationale, **n° 2290**. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant

à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, au général Leclerc de Hautecloque la dignité de Maréchal de France, n° 2425. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques, n° 3430. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi du 28 août 1943 relatif à la fermeture administrative des débits de boissons, n° 3896. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. d'accorder aux bénéficiaires du billet populaire de congés payés la possibilité de voyager individuellement à l'aller aussi bien qu'au retour, n° 4102. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à instituer une amnistie sociale, n° 4283. — Le 5 novembre 1952, une proposition de loi tendant à limiter l'application de l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 4604. — Le 8 novembre 1952, une proposition de loi tendant à porter à trois mois le délai requis pour les élections législatives partielles, n° 4653. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, n° 5009. — Le 13 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à différer l'application du décret du 1^{er} décembre 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle, n° 5084. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, n° 5122. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 30 juin 1953, n° 5141. Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste-motoriste, du motociste et du vélociste, n° 5542. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant : 1° au relèvement des indemnités allouées aux propriétaires d'immeubles, commerçants, industriels et artisans en suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique en conformité de la procédure d'urgence instituée par la loi du 11 octobre 1940; 2° à instituer à la charge des administrations expropriantes

l'obligation d'assurer la réinstallation des commerçants, industriels et artisans expropriés, n° 5543. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à réaliser une plus juste application de la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la loi contre le proxénétisme, n° 5709. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux enfants ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive ou d'une adoption, la délivrance d'actes d'état civil conformes à leur filiation adoptive, n° 5810. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à la réforme du régime administratif et financier de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 5816. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à favoriser l'investissement des capitaux privés dans la construction, n° 6063. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à réglementer l'installation d'antennes extérieures réceptrices de radiodiffusions, n° 6109. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à instituer un Fonds routier urbain destiné à permettre le financement des grands travaux routiers à l'intérieur des villes et spécialement à Paris, n° 9270. — Le 15 novembre 1954, une proposition de loi tendant à favoriser la restitution à l'habitation des pièces isolées louées accessoirement à un appartement et non habitées, n° 9459. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants cessant toute activité professionnelle de percevoir dès l'âge de 60 ans la retraite maximum de la Sécurité sociale, n° 9935. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations de janvier 1955 dans le département de la Seine, n° 9983.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Insuffisance de la subvention)* [28 novembre 1951] (p. 8606); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sclérose des services centraux)* [4 décembre 1951]

(p. 8736, 8737) ; le retire (p. 8738) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (Code de la pharmacie)* (p. 8740) ; le retire (p. 8741) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.)* (p. 8750) ; le retire (p. 8753) ; Chap. 41-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Gestion des préventoriuns)* (p. 8776) ; le retire (p. 8778) ; Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le cancer (Modernisation des centres de dépistage)* [5 décembre 1951] (p. 8809) ; le retire (p. 8812) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Montant écrasant des charges sociales en France, refonte nécessaires de la sécurité sociale)* [30 décembre 1951] (p. 10254, 10255 et 10256). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique* (Cabinet Edgar Fauré) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Kuelm relative à la situation de certains fonctionnaires des Eaux et Forêts exerçant dans les départements de l'Est [25 janvier 1952] (p. 380). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de la fonction publique* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 22 : *Son amendement tendant à ne pas modifier le plafond des salaires soumis à prélèvements sans variation sensible des salaires* [3 avril 1952] (p. 1843) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-03 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Réforme de l'inspection générale)* [13 décembre 1952] (p. 6326) ; Chap. 34-41 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les frais de la sûreté nationale (Frais de surveillance et d'enquêtes)* (p. 6341) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel ; *Son amendement tendant à réprimer le*

développement de la vente « à la sauvette » [21 décembre 1952] (p. 6854) ; le retire (*ibid.*) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « conforme »* [27 janvier 1953] (p. 520, 521) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Utilisation des terrains de l'ancienne zone fortifiée de Paris* [5 février 1953] (p. 951, 952). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 28 ter : *Exclusion des infractions à la réglementation des changes et à la législation fiscale ; Amendement de M. Gabelle tendant à y ajouter, comme en première lecture, les infractions à la législation économique et aux articles 419 et 420 du Code pénal (Hostilité du Gouvernement au texte du Conseil de la République, étendant l'amnistie à des délinquants peu intéressants et des spéculateurs)* [24 juillet 1953] (p. 3941). — Répond à une question : de M. Pelleray relative à la délivrance des licences d'importation et d'exportation [16 octobre 1953] (p. 4340) ; — de M. Bichet relative à l'aide à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises [16 octobre 1953] (p. 4341). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Problème de la viande ; barème mobile substitué à la taxation au détail, inefficace ; développement de la vente sous cellophane et des circuits courts (Vente directe à la Villette, par coopératives de producteurs) ; achats de l'intendance et reprise des exportations (Sarre, Union européenne, Territoires d'outre-mer) ; fonds d'assainissement)* [22 octobre 1953] (p. 4472, 4473). — Répond à une question : de M. Minjoz relative à la répartition des matières premières dans l'industrie de la montre [6 novembre 1953] (p. 4915) ; — de M. Pelleray au sujet des licences d'importation de chevaux [6 novembre 1953] (p. 4915). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954). AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Impor-*

tations massives de beurre, œufs et fromages) [26 novembre 1953] (p. 5582); Chap. 31-21 : Amendements de M. Sauer, Gazier et Penoy, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des enquêtes économiques (Réforme des cadres du personnel départemental) (p. 5583); Chap. 31-22 : Amendement de M. Sauer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités du service des enquêtes économiques (Indemnité pour sujétion spéciale) (p. 5583); Chap. 31-31 : Institut national de la statistique (Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre) (p. 5584); Chap. 31-32 : Indemnités de l'Institut national de la statistique (Insuffisance des crédits) (p. 5585); Art. 6 : Encouragement à l'exportation (Organisation de la concurrence sur les marchés d'exportation) (p. 5593); FINANCES, (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) Discussion générale (Création d'emplois nouveaux) (p. 5596, 5597). — Répond à une question : de M. Paquet relative à la situation des tisseurs à façon [12 février 1954] (p. 264); — de M. Paquet relative à l'aide à l'exportation des produits textiles [12 février 1954] (p. 264). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954) (p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : Rétablissement de la subvention à la ville de Paris pour la réfection du pavage de ses voies, création d'un fonds routier urbain [9 décembre 1954] (p. 5983). — Dépose une demande d'interpellation sur la « Maison de la Radio » [8 janvier 1955] (p. 69). — Est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (J. O. du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Marcel Ribère relative à la lutte contre le cancer en Algérie [25 mars 1955] (p. 1946); — de M. Minjoz relative aux frais de représentation des premiers présidents et procureurs généraux près les cours d'appel [25 mars 1955] (p. 1947). — Prend part à la discussion : en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation

d'assistants et d'assistantes de service social : Discussion générale (Assistants d'hygiène scolaire) [30 mars 1955] (p. 2126); — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré : Choix du Bois de Boulogne, domaine de Bailgu [10 mai 1955] (p. 2623); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes [11 juillet 1955] (p. 3790); Plafond des ressources (p. 3791). — Est chargé provisoirement des fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre (décret du 6 octobre 1955) (J. O. du 7 octobre 1955, p. 9835).

En qualité de Ministre de la Santé publique et de la Population .

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) : Mortalité et encombrement des hôpitaux dus à l'alcoolisme, mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre l'alcoolisme, reconversion d'une partie du verger de pommiers, assainissement du marché du vin, produits de remplacement, décrets relatifs au dépistage des alcooliques dangereux [21 octobre 1955] (p. 5206 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article relatif à l'obligation pour toute exploitation vendant des boissons alcooliques de transformer ses titres au porteur en titres nominatifs [8 novembre 1955] (p. 5525); Art. 4 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire d'un débit de boissons alcooliques ne doit pas avoir fait l'objet de condamnation) (p. 5527, 5528); Art. 7 : Amendement de M. Anthonioz (Annulation des licences de débits non exploités, sauf en cas de faillite ou de liquidation judiciaire) (p. 5530); Art. 16 : Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs) (p. 5536); Art. 19 : Fichier des débits de boissons (p. 5539); Art. 21 : Amendement de M. Mignot (Annulation de la licence, en cas d'expropriation, dès la cessation de l'exploitation) (p. 5539); Art. 24 : Amendement de Mme Vaillant-Couturier (Affectation de crédits à la construction de locaux de réunion pour les sociétés sportives et de jeunesse) (p. 5543); Article additionnel de M. Tournaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betterave) (p. 5545); Art. 28 : Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes

en cas d'ivresse ; Amendement de M. Mignot tendant à le supprimer [9 novembre 1955] (p. 5569); Art. 30 : *Amendement de M. Penoy (Financement du fonds spécial de lutte anti-alcoolique); lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 5582); Art. 35 : *Responsabilités de la régie des alcools* (p. 5586); *Amendement de M. Desson (Publicité)* (p. 5588); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Distillation à domicile facteur de fraude* [25 octobre 1955] (p. 5260, 5261); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)* [28 octobre 1955] (p. 5352); *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501); *Amendement de Mme Poinso-Chapuis (Autorisation au service des alcools de céder 5 litres d'alcool au prix d'achat du contingent aux personnes perdant le droit à l'allocation en franchise)* (p. 5503). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [4 septembre 1951] (p. 6854). — Obtient un congé [4 septembre 1951] (p. 6854).

LAFFARGUE (M. Georges), Sénateur.

*Secrétaire d'Etat au Budget
et à la Réforme fiscale*

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 février 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952* [26 février 1952] (p. 992, 993); Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1026). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Budget* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

LAFOREST (M. Henri), Député de la Dordogne (R. R. S.).

*Secrétaire d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés*

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

du 1^{er} mars 1955 au 20 octobre 1955,

*Secrétaire d'Etat à la Défense
et aux Forces armées*

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé Secrétaire : de la Commission de la Côte d'Ivoire [12 mars 1952] (**F. n° 115**); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu Vice-Président de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [4 février 1955] (**F. n° 494**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [12 février 1952] (**F. n° 104**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire [6 mars 1952] (**F. n° 113**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [16 juillet 1953] (**F. n° 277**). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (**F. n° 347**). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer membre suppléant de la Commission de coordination pour l'étude des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**). — Est élu membre titulaire de cette Commission [23 juin 1954] (**F. n° 400**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).